

France

La vie de l'Église et la société d'aujourd'hui, analyse de Mgr Rouet
Septembre 2015, article de Mgr Albert Rouet paru dans la revue Spiritus

Dans son numéro daté de septembre 2015, la revue *Spiritus* a publié un dossier intitulé « Peule de Dieu, lumière du monde ». Mgr Albert Rouet, archevêque émérite de Poitiers (France), y a contribué par un article sur la vie de l'Église et la société d'aujourd'hui. Mgr Rouet part de l'analyse de deux tendances, qui selon lui, concernent la société et l'Église : la peur du manque et l'émiettement de la sécularisation. « Notre époque a peur de manquer parce que l'abondance est devenue la norme », explique-t-il. Dans la société comme dans l'Église règne la loi du nombre. Dans la société, par exemple, « classements et comparaisons hiérarchisent les lycées et les hôpitaux, les restaurants et les plages ». Dans l'Église, devant la baisse du nombre de prêtres, de vocations, de pratiquants, « la fatalité du chiffre tend à s'imposer ». Pourtant, fait-il remarquer, l'histoire a connu de pareilles situations. Très souvent, déplore-t-il, les calculs sont faits à partir de la seule image encore prépondérante du curé alors qu'on ignore le ministère des diacres et des laïcs. Mgr Rouet voit plusieurs conséquences à cette situation : la taille des paroisses s'agrandit alors même que paradoxalement le pouvoir curial se dilue, « on sacralise à nouveau le statut du prêtre ». Il invite l'Église à abdiquer des rêves de grandeur qu'elle a pu avoir, à accepter de n'être que le levain dans la pâte et à faire de la mission la première urgence. Face à la sécularisation et ses conséquences, ajoute-t-il, l'Église peine à trouver des propositions adaptées aux questions que lui renvoie la société. « À l'heure où l'on centralise, l'Église devrait décentraliser afin de se retrouver au coude-à-coude avec les hommes », c'est-à-dire, à se penser non pas à partir du nombre de curés mais à partir des baptisés. Il suggère de passer, d'une collégialité affective à une collégialité effective selon les préconisations de Vatican II afin de redonner à l'Église un nouveau souffle. La relation du catholicisme avec la société actuelle dépend de sa capacité à faire de la vie des baptisés un lieu théologique, conclut-il.

Texte paru dans la revue *Spiritus*, n. 220, septembre 2015 [\(*\)](#)

9/10/15 - 14 H 26

Les courants qui traversent une société, les évolutions économiques et sociales, les mutations des mentalités se répercutent dans la vie de l'Église. Celle-ci présente un miroir assez précis des changements sociaux. Elle en est imprégnée et, même quand elle s'y oppose, elle accepte le champ des affrontements. Il serait donc de mauvaise méthode d'analyser la vie de l'Église, par exemple en comparant la situation actuelle à son état antérieur, indépendamment des changements du monde. Car c'est le rapport entre l'Église d'un moment à ses contemporains, qui permet de saisir la pertinence du signe qu'elle donne.

Toutefois un signe, si visible qu'il soit et si évident qu'il se présente à ceux qui le posent, n'acquiert sa force de signification que s'il est lisible par ceux qui le voient et à qui il est destiné. Sinon les chrétiens ne parlent qu'aux chrétiens, devant les autres hommes. En ce cas, même un signe ostentatoire, voire stupéfiant, ne touche pas le cœur des spectateurs. Il se perd dans les innombrables spectacles du monde et succombe à la surenchère usante des exploits, des stars et du nombre. On comprend que le Christ refuse ces éclats (Mt 12, 38-42) et se méfie des foules (Jn 2, 23-24).

Ces points de méthode conduisent à examiner deux tendances fortes de la société et de l'Église : d'abord la hantise du manque, puis l'émiettement de la sécularisation. Cette lecture laissera apparaître des espaces semblables à ces brèves dénivellations de la haute Judée où les paysans semaient leur blé, en moissons discrètes mais fécondes.

Ne manquer à aucun prix

Notre époque a peur de manquer parce que l'abondance est devenue la norme. Depuis 1850, dit-on, les rêves des Français ne cauchemardent plus sur une éventuelle famine. Cependant, aujourd'hui, 12 % de la population connaît une réelle pauvreté. Les banques alimentaires, le Secours catholique, les Restos du Cœur et autres associations servent annuellement des millions de repas. La crainte des parents de ne trouver dans l'école qu'un « descenseur social » stimule une pression de réussite dès le plus jeune âge, alors que bien des adolescents n'attendent plus rien de l'instruction. Tout le monde redoute le chômage qui ne cesse de croître et craint de déchoir dans la catégorie sociale immédiatement inférieure, ne serait-ce que par les revenus. Dans le même temps, une manipulation de l'opinion joue sur des sondages mensuels qui imitent les courbes de la Bourse. Classements et comparaisons hiérarchisent les lycées et les hôpitaux, les restaurants et les plages. Telle est l'impitoyable loi du nombre : elle n'accepte ni une baisse ni une mauvaise place. Il faut du nombre et de l'abondance. En un mot, du succès.

Dans l'Église d'hier, le nombre servait à évaluer les revenus d'un bénéfice (les « bonnes paroisses ») et à surveiller la pratique (on comptait les hosties pour savoir combien faisaient leurs pâques). On vivait en régime de majorité catholique. Le calcul a changé de sens : il n'établit plus de comparaisons internes. Il positionne devant d'autres religions (l'islam en particulier) ou face à l'indifférence et à la sécularisation, donc à titre externe. Il devient symptomatique de constater le glissement suivant : il y a cinquante ans, deux préoccupations agitaient les croyants : l'engagement social et la dénonciation rigoureuse de l'hermétisme du langage chrétien. Les attentions portent aujourd'hui sur la morale privée et sur la volonté d'afficher son identité. L'impératif du nombre est passé par là.

La première conséquence révèle l'écroulement des évidences. Il ne va plus de soi d'être chrétien, de se marier à l'église, de baptiser ses enfants. La pastorale officielle continue cependant à « faire comme si » par des préparations soignées. On prépare mais sans

suffisamment mesurer les enjeux de nouvelles questions : la place de la foi dans ce monde, la valeur de l'espérance devant un avenir si incertain... Donc on avance des chiffres satisfaisants : la participation à de grands rassemblements, le nombre de baptêmes d'adultes... Or les chiffres ne révèlent pas toujours le contenu ni l'analyse des changements profonds. On compte pour ne pas voir.

Ensuite, très régulièrement, des enquêtes soulignent la baisse des vocations et des prêtres, la diminution et le vieillissement des pratiquants. La fatalité du chiffre tend à s'imposer. La récession est là, le déclin guette. Jamais cependant on ne fait remarquer que l'histoire a déjà connu de semblables pénuries. On ne souligne pas que le « manque » de prêtres est estimé à partir du nombre de clochers (et combien de paroisses comptaient moins de cinq cents habitants ?). On ignore le ministère des diacres et ceux des laïcs. La fatalité du nombre se concentre sur la seule image du curé. Mais peut-être a-t-on encore trop de curés et pas assez de prêtres... C'est donc une image d'un unique ministère qui effectue les décomptes.

Adapter sans changer

Cela explique comment les réactions se focalisent sur l'étroitesse du constat. D'abord, par le souci exclusif du territoire. On agrandit la taille des paroisses afin de sauvegarder le pouvoir curial, sans percevoir qu'au-delà des limites relationnelles d'un être, l'espace change l'exercice du pouvoir. Il le dilue, ou il le concentre sur des détails. Le culte cristallise donc les signes de la fonction. La crispation sur les actes du culte essouffle les prêtres. Plus encore, elle magnifie le rôle de chaque célébrant : son pouvoir individuel en sort grandi et l'appartenance à un presbyterium diminuée. Une « grande paroisse » n'est pas à la mesure de ce que perçoivent habituellement des laïcs ordinaires. Leur participation devient donc honoraire et usante. Les nouvelles paroisses, en gardant leur antique fonctionnement, conservent un passé doté d'internet. On n'a pas changé de modèle. On s'est adapté au chiffre présumé de prêtres.

Une autre réaction s'attache à la recherche de nouveaux prêtres. Un jeune homme pieux, même s'il ne sait pas nouer de relations égales avec les adultes, sera ordonné. Formé loin de son diocèse, il entretient plus de contacts avec des camarades éloignés qu'avec son presbyterium d'appartenance. Comme avant Vatican II, il est « le » prêtre d'un peuple indéfini et non plus un des prêtres de son terroir. De même va-t-on quêrir des prêtres en d'autres pays avec des acclimatations variables. On se demande par quels chemins trouver de nouveaux ordinands. Donc on sacralise à nouveau le statut du prêtre (sans examiner ceux que cette image attire) ou, à l'inverse, on souhaite pouvoir ordonner d'autres hommes que de jeunes célibataires. Mais la question la plus sérieuse ne porte pas sur savoir qui ordonner pour pallier la pénurie. Elle demande quelle est l'action pastorale des prêtres et le contenu de leurs ministères. Selon les époques, les réponses ont été diverses. Ces omissions en arrivent à ce que tout soit fait pour que rien ne change et que perdure un modèle. À ce sujet Karl Rahner écrivait : « Nous sommes devenus spirituellement des vieux ».

Abdiquer des rêves de grandeur

Que fait-on du peuple chrétien soumis aux aléas de curés successifs ? N'a-t-il en lui-même aucune ressource, aucune capacité à prendre des décisions, comme l'y incite Vatican II ? Plus gravement encore, les réactions décrites face au manque s'inspirent plus d'une situation historique dépassée que de l'Évangile. Loin d'être un désastre, la pauvreté offre une espérance. Mais la mémoire diffuse d'avoir été majoritaire et influent trouble la perception d'un autre style de présence. Jésus appelle ses disciples « petit troupeau » (Lc 12, 32). En les

comparant au sel de la terre (Mt 5, 13), au levain dans la pâte (Mt 13, 33), il ne leur demande pas d'être nombreux, mais d'avoir du goût. C'est dire que l'Église est appelée à se mêler aux hommes et non pas à se dresser devant eux en une société parallèle (Grégoire VII), avec le sacré qui domine le profane. Loin d'atténuer l'urgence de la mission, cette prescription oblige à la comprendre comme une incarnation.

C'est dire également que, plus qu'une restructuration d'administration cléricale, la mission doit l'emporter : elle constitue la première urgence. À condition de l'entendre non pas à la manière du monde, comme une propagande éclatante ni comme une pression inévitablement mêlée à des courants politiques, mais de la pratiquer selon la loi même de l'incarnation qui est celle de l'échange. Avant de donner, il faut savoir recevoir. Toute annonce possède une généalogie. Cette exigence s'impose encore plus en temps de sécularisation.

Dans un monde sécularisé

Pleurs, gémissements, critiques et reproches : ces temps auraient perdu le sens du sacré et la sécularisation provoquerait tous les maux dont souffre la foi. Elle se dresse comme l'ennemi qui justifie les citadelles et les armements. Pour se consoler de cette affliction, il est tentant de cueillir le moindre signe de vitalité, le rassemblement réussi et les demandes de sacrements. Ces réconforts ponctuels conduisent directement vers quelques principautés croyantes survivant dans un océan sécularisé et indifférent. Tout cela manque d'analyse et de projets qui en découlent. Là encore, un modèle nouveau doit apparaître.

Donc le sacré se perdrait. Eh bien, rien n'est moins sûr. De soi, le sacré n'est pas religieux. Il est ce qu'une société tient pour indiscutable et nécessaire à sa survie. Elle redoute d'y porter atteinte, elle est séduite par ses manifestations. Le catholicisme avait monopolisé l'expression du sacré et canalisé ses forces. Aujourd'hui, il existe autant de sacré qu'hier, mais la sécularisation l'a déplacé. Il ne repose plus dans les temples ni sur des personnages, mais il habite d'autres lieux et consacre d'autres personnes : les cours de la Bourse sont sacrés, les matchs de foot, les vacances à la plage... et les « idoles » sont les stars du spectacle ou du sport. La resacralisation espérée par quelques nostalgiques ne convainc jamais que ceux qui sont déjà convaincus, car le problème s'est déplacé. Toute restauration est un aveuglement.

Ce transfert provient de la sécularisation. Elle ne relève pas d'une de ces grandes idéologies que le christianisme savait affronter et qui le poussaient à approfondir l'intelligence de la foi. La sécularisation arrive de façon beaucoup plus rampante. Elle apparaît comme une attitude concrète, loin des grandes questions existentielles et métaphysiques. Elle postule, en effet, que tout problème doit être résolu au niveau où il se pose sans faire appel à des agents supérieurs et extérieurs. Le monde qui arrive avec ses questions trouve en lui-même les réponses techniques, concrètes et immédiates. Accuser la sécularisation apparaît donc comme un recul, un repli, voire une dérobade avant la retraite finale.

La sécularisation en tous ses états

Pour la commodité de l'analyse, on peut distinguer trois formes de la sécularisation. La première apparaît quand, délivrée de toute guerre, la France entre de plain-pied dans les « Trente Glorieuses » : c'est le temps des grandes réalisations, d'un accroissement de la consommation et de la confiance dans les techniques. Les « grandes barres » des banlieues datent de cette époque. La première réaction croyante redouta la froideur d'une organisation technique de masse. On fit donc appel aux sentiments et aux petits groupes chaleureux. D'un

trait, on peut avancer que l'attention s'est déportée du Christ créateur de l'univers vers l'ardeur de l'Esprit, des grands engagements sociaux vers l'intimisme. Les courants charismatiques sont nés de cette compensation à un monde froidement scientifique. Quand l'ardeur retombera, la solidité d'un classicisme apparaîtra séduisante.

La seconde forme de la sécularisation la voit installée dans les mentalités. C'est pourtant l'époque des chocs pétroliers, de la montée du chômage et surtout de la déception devant l'affaiblissement des grands idéaux : le travail perd de sa valeur, la science ne se libère pas d'utilisations féroces et l'instruction ne garantit plus un emploi. La laïcité elle-même y perd ses nobles orientations. Elle en devient mesquine. La réaction sera de rechercher plus de savoirs et de techniques, dans l'idée de corriger les défauts des techniques. Internet emporte tout dans une mondialisation de plus en plus financière.

Ce mouvement rejette dans un univers à part ce qui ne relève pas de la pure technicité. Par conséquent, se développent sans contrôle les crédulités les plus diverses, qui regroupent aussi bien les religions établies que les superstitions. Devant cette mise à l'écart et cette banalisation, les religions – à l'exemple de la société – cherchent à se rabattre sur un repli identitaire. Apparaissent alors de « nouvelles communautés » très marquées par la visibilité, le retour aux pratiques anciennes, bref par une identité affichée. Mais ces courants ne remarquent pas qu'ils se conduisent exactement comme l'attend une société séculière. Ils développent un monde parallèle aux phénomènes particuliers nettement visibles. Cette identité ne fait signe, en miroir, qu'à elle-même.

La crise économique et financière provoque, depuis une dizaine d'années, l'apparition d'une troisième forme de sécularisation qui s'enroule sur elle-même. L'avenir semble fermé, le chômage s'accélère, les décisions politiques sont prises de plus en plus loin des gens concernés. Ceux-ci ont l'impression que leurs responsabilités leur sont arrachées. Leur histoire ne leur appartient plus. D'où l'augmentation des abstentions lors des votes et l'audience des positions extrémistes. Les corps intermédiaires perdent de leur importance, la société s'émiette en individualisme. Il en résulte que chacun se protège. Il dans une indifférence qui l'isole dans sa sphère privée. Il fonctionne en réseaux. Un tel système favorise l'hégémonie d'un libéralisme qui renvoie les plus démunis à l'assistanat. On ne voit pas encore poindre de courants religieux décisifs comme lors des deux premières formes de la sécularisation.

L'homme en panne

Peut-être faute d'analyse, l'Église hésite devant la sécularisation. Elle a laissé une grande latitude aux réactions charismatiques et identitaires. Ses projets concernent ses habituels points d'attention : la famille, les jeunes, les vocations. Un seul, Diaconia 2013, a rassemblé à Lourdes les acteurs de l'action humanitaire, bien que les retombées varient d'un diocèse à l'autre, souvent selon les diverses inclinations épiscopales. La Conférence des évêques de France peine à cerner les nouveaux enjeux de la mission. Pour n'en citer qu'un, mais de taille, il devient urgent de s'interroger sur la question suivante : trop vite dit, et malgré la réelle pauvreté de beaucoup, on a, en France, de quoi être. Protection sociale, nourriture, les besoins vitaux sont assurés, ce qui rend d'autant plus insupportable le fait que des hommes soient en manque. Mais la grande indigence concerne le fait d'exister : quelle est la valeur de l'homme ? Comment devenir humain ? La vie possède-t-elle une responsabilité et un enjeu ? C'est sur ce point fondamental qu'achoppe notre époque. C'est qui est en question. À l'heure

où l'on centralise, l'Église devrait décentraliser afin de se retrouver au coude-à-coude avec les hommes. Car toute mission commence par le fait d'être accueilli (Lc 10, 5).

Ce mouvement demande de faire confiance aux baptisés. L'Esprit les dote de charismes pour le bien de tous. C'est donc à partir de la vie communautaire des chrétiens qu'il faudrait penser une organisation pastorale, et non pas à partir du nombre estimé de curés. Mais cette orientation suppose, selon la ligne de Vatican II, à la fois une cohérence de l'Église diocésaine et l'exercice d'une réelle collégialité. Or, beaucoup d'Églises locales, parmi les moins riches, souffrent de l'amointrissement des services nationaux qui les stimulaient. Quant à la collégialité, fort loin d'être effective, c'est-à-dire décisionnelle, elle n'est qu'affective, donc soumise à d'aimables relations. L'Église manque ainsi de l'énergie nécessaire à des projets cohérents avec le monde actuel.

L'absence de décisions novatrices renforce l'individualisme. Ou plutôt, faute de partir des capacités de communautés chrétiennes, en s'appuyant sur les sacrements de l'initiation chrétienne, les relations s'engluent dans des rapports interpersonnels. Le prêtre est donc mis en avant, alors que son service le place à la disposition des hommes. Dans ce cadre, le recours à l'eucharistie qui serait ardemment désirée (alors que le problème fondamental concerne ceux qui n'en ont aucun appétit) sert un immobilisme larmoyant et exalté.

France, pays de moisson

Probablement, devant la situation nouvelle créée par la sécularisation, n'est-il pas possible de proposer une solution unique et globale. Bailleurs, la pesanteur de l'individualisme avec son indifférence, incite davantage à une multiplicité de solutions expérimentales, certes restreintes, mais significatives. Par exemple, le retour à un classicisme liturgique, plus proche du ritualisme que de la véritable liturgie du peuple de Dieu, en séparant la terre des réalités célestes, soutient la distinction ancienne entre le « social » d'hier et le « spirituel » d'aujourd'hui. Ce manque d'initiative cause le départ silencieux de beaucoup de pratiquants. Pendant ce temps, un nombre très important de chrétiens s'engagent dans des activités en faveur des déshérités : sans papiers, sans droits, sans ressources...

De nouveaux ministères

On note aussi – et le fait est important – un redéploiement des ministères et des services. Ainsi le diaconat permanent, quand il n'est pas abusivement réservé au culte, témoigne de la présence du Royaume de Dieu dans les activités humaines en faveur de la dignité, de la justice et de l'unité des hommes. De même, des laïcs s'engagent de plus en plus, selon les orientations de Vatican II, dans l'Église (depuis la catéchèse jusqu'aux funérailles) et dans le monde. Cette diversité des ministères et des services, déjà présente dans la primitive Église, ne disqualifie pas le presbytérat, mais le conduit à se situer autrement, plus en créateur de liens fraternels qu'en chef autonome. Malgré des résistances, le redéploiement des ministères apparaît comme la source d'un nouvel équilibre et, surtout, comme un élan créatif.

Certains crient à la cléricisation des laïcs ou à la laïcisation de l'Église, avec les inévitables problèmes de concurrence, donc de pouvoir. Ces craintes sont liées à la permanence d'antiques structures qui n'ont pas été prévues en dehors du curé, mais par lui et pour lui. La création de nouveaux ministères demande un autre fonctionnement, avec des règles précises qui reconnaissent réellement des responsabilités différenciées. Tant qu'un prêtre pourra, sans

raison suffisante, rejeter à son gré un laïc engagé, le cléricalisme régnera sans limite objective. Cette prudence attend donc la reconnaissance stable des engagements des baptisés.

L'Église garde un réel crédit quand elle prend position dans le domaine social. Elle y est attendue, plus par les non-chrétiens que, souvent, par ses propres fidèles. Elle commence à se préoccuper sérieusement des questions écologiques.

Le second cercle

Un autre phénomène mérite attention par sa fréquence et sa profondeur. Un peu en parallèle aux activités habituelles d'une paroisse, il suffit d'un lieu de rencontre, modeste et accueillant, pour que s'y présentent beaucoup de personnes qui cherchent où parler de leur vie, de leurs soucis et de leurs aspirations. Lors de la préparation au baptême ou au mariage, les participants déclarent venir « parce que là on peut parler ». Il s'y manifeste un réel intérêt pour la foi. Tout se passe comme si, aux portes de l'Église, levaient des moissons inattendues.

Une sorte de « second cercle » entoure les pratiquants qui, malheureusement, ne le voient pas toujours et ne savent quelles relations entretenir avec lui. Cette attitude explique pourquoi bien des nouveaux baptisés adultes n'arrivent pas à s'intégrer à une vie ecclésiale. Pour autant, ces initiatives humbles, à hauteur de visage d'homme, entourent l'Église d'une attente et d'un espoir qu'elle ne doit pas décevoir. Il suffit de mentionner ici le nombre de petites communautés religieuses, en HLM ou dans des villages qui, par leur présence et leur disponibilité, témoignent de l'Évangile parmi les hommes. L'Évangile parle souvent de moissons.

Il faudrait également mentionner l'émergence d'innombrables groupes bibliques. C'est un des fruits du Concile. La recherche théologique, quant à elle, peine à nourrir le peuple de Dieu car elle ne part pas suffisamment de sa vie. Il lui faudrait certainement prendre au sérieux ce mot du pape François qui traite la piété et la vie du peuple de Dieu de « lieu théologique » (*La Joie de l'Évangile*, n. 126) [\(1\)](#).

Se préparer aux fortes lames du large

Tout portrait est une traduction, donc une trahison. De nombreux médias et travaux sociologiques sondent, scrutent et analysent la situation du catholicisme français. Les chiffres rayonnent ! Ces pages tentent autre chose : de dire, de l'intérieur de la vie ecclésiale, comment s'établit la relation du catholicisme à la société actuelle. C'est ce rapport historique qui décrit plus justement l'état vivant que des calculs comparant avec un passé qui n'est plus et souvent fantasmé. Une mutation profonde ne fait que commencer. Un retour à l'état antérieur s'avère impensable parce que les assises de la société ont muté.

Il reste à inventer, à tenter plusieurs pistes. Dans tous les cas, il convient de commencer par entendre ce que ce monde sécularisé adresse à l'Église comme attentes, refus et espoirs. Il n'est ni meilleur ni pire, il est autre. Il demande une présentation renouvelée de la foi. L'Église ne ressent encore que les premières vagues de la sortie du port. De plus fortes lames l'attendent au large devant l'évolution prévisible et imprévisible du monde. Il lui est bien demandé d'« avancer au large » (Lc 5, 4). Il lui faut donc se préparer en fonction du monde qui arrive déjà. C'est à cela que la provoque la fidélité évangélique.

(*) Note de *La DC*.

(1) *DC* 2014, n. 2513, p. 40.

